

Revue critique
de l'actualité scientifique internationale
sur le VIH
et les virus des hépatites

n°44 - avril 96

ACTIVISME

Engagement et revendication communautaires face au sida

Christophe Broqua

CRIPS - attaché au Laboratoire d'Anthropologie Sociale (EHESS, Paris)

Olivier Fillieule

Institut d'Études Politiques (Paris) - Institut Universitaire Européen (Florence)

**Change, co-
option and the
community
sector**

Altman D.
AIDS, 1995, vol.
9, suppl. A, 239-
243

Auteur pionnier sur les thèmes de l'homosexualité et du sida, Dennis Altman examine en parallèle les formes d'action collective face au sida dans les pays en développement et dans les sociétés occidentales. Le rôle central qu'il attribue aux «communautés» dans la gestion de l'épidémie permet de s'interroger sur la situation française et sur le sens que prend dans notre pays une telle notion, en particulier chez les homosexuels masculins.

Dans un article récent, Dennis Altman mène une analyse de la mobilisation dans la lutte contre le sida à l'échelle planétaire (1). Pari difficile à tenir étant donné l'importance du mouvement associatif lié à cette maladie, sa très grande diversité et - paradoxalement- la rareté des recherches menées sur ce thème (2).

L'auteur s'intéresse à «l'ensemble des efforts fournis dans le but de mobiliser les populations non représentées et marginalisées autour des questions liées au sida», efforts qu'il regroupe indifféremment sous les vocables d'activisme et d'action communautaire. De cette indétermination découlent un ensemble d'ambiguïtés particulièrement flagrantes dans le cas de la France où la question du communautarisme cristallise aujourd'hui débats contradictoires et revendications militantes.

L'analyse de Dennis Altman s'articule autour de quatre idées force :

- L'action des organisations communautaires dépend directement de «l'existence d'une

société civile». Dans de nombreux pays du monde, leur développement est soumis au soutien de l'état, agissant comme un frein lorsqu'il fait défaut. L'épidémie de sida a favorisé partout l'émergence de groupes communautaires qui se sont substitués à l'action des pouvoirs publics.

- Dans les pays occidentaux, la mobilisation des personnes atteintes a conduit à une radicalisation des mouvements de lutte contre le sida - incarnée par la création d'Act Up-New York en 1987- principalement en réaction aux enjeux de la recherche clinique et thérapeutique et à l'inertie des administrations et des pouvoirs publics.

- La diffusion de l'épidémie au sein de populations diversifiées interroge la prépondérance des homosexuels masculins dans les organisations occidentales de lutte contre le sida, telles que la Gay Men's Health Crisis à New York ou la Deutsche AIDS-Hilfe en Allemagne.

- Le volontariat lié au sida reste néanmoins quantitativement important, bien que la répétition des deuils fragilise l'engagement au sein des populations les plus touchées, qu'il s'agisse des homosexuels occidentaux ou des femmes africaines.

Sur la base de ces différents constats, Altman estime qu'en développant leurs actions, «les associations de lutte contre le sida participent en même temps à l'édification des communautés» et que «le renforcement des organisations communautaires est essentiel dans la création d'une puissante société civile», pour souligner en conclusion les enjeux politiques du dispositif de lutte contre le sida où interagissent pouvoirs publics et mouvements communautaires.

La comparaison établie ici entre situations occidentales et pays en développement pose problème dès lors qu'elle situe sur un même niveau des modes d'intervention prenant racine dans des contextes sociaux, culturels et politiques radicalement différenciés. La confusion est manifeste notamment dans l'emploi de l'expression «community-based organisation» qui, depuis plusieurs années, a permis de qualifier des mouvements de nature distinctes et de construire une analyse des enjeux de la lutte contre le sida, aussi bien pour les populations africaines, asiatiques ou sud-américaines que pour les homosexuels occidentaux.

La notion de communauté pose à la fois la question de son existence problématique et des sens concurrents qui, selon les intérêts stratégiques de chacun, lui sont donnés (3). L'article d'Altman invite à revenir sur le débat hexagonal autour de la fondation - revendiquée ou stigmatisée - d'une «communauté homosexuelle» s'appuyant notamment sur les associations de lutte contre le sida.

→ Nous pouvons voir trois raisons au développement d'une revendication communautariste au début des années 90, jusqu'alors plutôt absente des revendications portées par les associations homosexuelles et de lutte contre le sida en France :

- le fait que le sida ait touché en priorité et pendant longtemps les homosexuels masculins a eu pour effet de fonder une «communauté d'expérience» dans cette population ;

- cette «communauté d'expérience» explique que la mobilisation associative ait d'abord été l'oeuvre d'homosexuels, si bien qu'avant même qu'un discours communautaire n'émerge, il a existé de fait une «communauté» mobilisée dans la lutte

contre le sida,

- enfin, le sida a joué un rôle de révélateur des exclusions dont les homosexuels sont l'objet. Or, revendications et constructions communautaires sont d'abord le produit de l'exclusion. Plus qu'une hypothétique tradition culturelle, c'est le racisme de la société américaine qui a poussé à la constitution de puissantes communautés. En France, la stigmatisation des homosexuels au début de l'épidémie a fortement accru leur sentiment d'exclusion. Aussi n'est-ce pas le communautarisme qui a produit l'ennemi imaginaire que serait l'homophobie mais bien la révélation du fonctionnement homophobe de nos sociétés qui a fait naître un discours communautariste.

Il est donc absurde d'affirmer que le communautarisme homosexuel soit porteur d'un refus volontaire d'intégration (4). La question pertinente dans le débat communautarisme/universalisme n'est alors pas de savoir s'il faut préférer l'un à l'autre puisque le premier est bien le symptôme de l'échec du second.

→ La revendication communautariste est apparue tardivement, en réaction à la «déssexualisation» relative de la cause du sida, et à travers la renaissance du militantisme homosexuel dans les années 80, avec la création d'Act Up et - dans une moindre mesure - le changement de ligne de AIDES.

Dès lors, pourquoi certaines associations se sont-elles mises à revendiquer une identité homosexuelle ?

- la menace d'une stigmatisation s'éloignant, du fait de la diffusion plus large de la maladie, il est devenu possible de revendiquer le rôle des homosexuels dans la lutte ;
- l'apparition de nouvelles générations militantes ouvertement homosexuelles a poussé les autres associations à réviser leur position dans une logique de concurrence inter-associative ;
- après dix ans de lutte essentiellement supportée par les homosexuels, la conscience d'avoir accompli un important travail a contribué à nourrir un sentiment de «fierté».

Les homosexuels se sentent désormais en droit de réclamer de la communauté nationale la reconnaissance qui leur manque encore. Ceci renvoie aux effets du sida sur la modification de la perception des homosexuels -par les tiers comme par eux-mêmes- avec l'effacement des clichés d'irresponsabilité et de dépravation au profit d'une image de responsabilité et de pratiques sociales - dont sexuelles - plus proches du modèle dominant.

→ L'exemple de la mobilisation homosexuelle en France montre bien que l'usage du concept de «communauté» ne peut être décontextualisé et qu'il relève d'une complexité n'échappant d'ailleurs pas à Altman qui la discute en préambule de son ouvrage, à défaut de le faire dans l'article. - Christophe Broqua, Olivier Fillieule

1 - Une version française de l'article a été publiée dans le Journal du sida, octobre 1995, n° 78, p. 26-29. Ce texte reprend les thèses développées précédemment dans Power and community : organisational and cultural responses to AIDS. London - Bristol : Taylor & Francis, 1994.

2 - Pour la France, voir Pinell P., De Busscher P.-O., La naissance de la lutte contre le sida en France (1981-1988). ANRS, rapport de recherche à paraître, 1996.

3 - Sur ces points, voir notamment Duyvendak J.W., Une «communauté» homosexuelle en France et aux Pays-Bas ? Blocs, tribus et liens. *Sociétés : revue des sciences humaines et sociales*, 1993, n° 39, p. 75-81 et Duyvendak J.W., Fillieule O, Gay activism in France : between integration and community-orientated movement, in Adam B., Duyvendak J.W., KROUWEL A., *Gay and lesbian movements since the sixties*. Minnesota : Minnesota Press, à paraître.

4 - Martel F.

«Le rose et le noir : les homosexuels en France de 1968 à nos jours»
Paris, Editions du Seuil, 1996